NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 392 du 13 juillet 2025

Au sommaire :

- **Des milliards pour le capital, licenciements et austérité pour le travail, le parasitisme de la nouvelle aristocratie financière -** *Laurent Delage*
- **Accord de « paix » entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, « la paix par la force » de Trump pour le droit des USA à piller les ressources minières** *- François Minvielle*

Des milliards pour le capital, licenciements et austérité pour le travail, le parasitisme de la nouvelle aristocratie financière

Ce soir, veille du 14 juillet et du défilé militaire, Macron va tenter de nous convaincre que notre intérêt serait de nous plier à l'union nationale réactionnaire dont il se fait le champion pour préserver son pouvoir en déroute et surtout faire son job en imposant l'austérité, les licenciements pour servir les fortunes des riches, des gros actionnaires et des banques, ainsi que sa politique militariste de réarmement. Il voudrait faire de nous les soldats de leur guerre économique, commerciale et militaire qui ruine la société et la planète.

Il n'en est pas question. Relayé par des médias serviles, il voudrait justifier les milliards investis dans l'armement et le militarisme en invoquant « *la menace russe* ». Pour nous travailleur·es, la menace constante sur nos conditions de vie vient de ceux qui possèdent, dirigent l'économie et toute la société pour leurs seuls intérêts égoïstes de classe.

Tout nous oppose à eux alors qu'ils nous conduisent dans le mur. La seule union dont nous avons besoin est notre union entre travailleur·es contre eux, par-delà les frontières, pour en finir avec leur parasitisme destructeur.

Mardi 8 juillet, la commission d'enquête sur « *l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants* » a rendu son rapport après 6 mois d'audiences de grands patrons du CAC40 et de services de l'Etat. Les entreprises ont capté 211 milliards d'argent public en 2023... Et encore, sans compter les subventions européennes ou celles distribuées par les collectivités locales ! Un « *pognon de dingue* » versé au capital sans la moindre transparence et sans que l'Etat ne cherche à faire un bilan des 2252 dispositifs d'aide aux entreprises existants.

C'est bien contre cette politique que nous avons besoin de nous unir.

La commission a émis quelques propositions peu contraignantes, cherchant tout au plus à réduire les niches fiscales dont profitent beaucoup de PME. Comme l'a déclaré le président LR de la commission : 211 milliards « *n'est pas un chiffre si élevé si l'on regarde ce qui se fait autour de nous, notamment aux États-Unis ou en Chine* ».

L'étude du Sénat ne fait que confirmer celle commandée par la CGT auprès d'universitaires de Lille et qui dénonçait un « *capitalisme sous perfusion* » dans la suite du Covid. En 2022, les aides atteignaient 175 milliards (6,6 % du PIB) alors qu'elles étaient de 9,4 milliards en 1979 (2,4 % du PIB). Et tout ça sans compter l'impact des réformes fiscales avantageuses pour le patronat qui ne rentrent pas dans le calcul des subventions puisqu'elles deviennent la norme.

Des masses considérables d'argent public sont détournées au profit du CAC40 qui vient de repasser les 7900 points et vise maintenant les 8000 ! Une euphorie qui ne fait que révéler le parasitisme de cette nouvelle aristocratie financière, à l'image des banques qui viennent d'opérer le « *casse du siècle* » comme le dit le journal *Les Echos*.

Ainsi, l'action de la Société Générale a bondi de 80 % depuis le début de l'année. La spéculation financière bat son plein, boostée par les redistributions record de dividendes et par les marges dont les banques ont bénéficié suite à la forte augmentation des taux d'intérêts censée faire reculer l'inflation après 2022. Le remède n'a conduit qu'à alimenter encore et encore le casino boursier, qui se retrouve aujourd'hui au bord du krach.

Licenciements en cascade

Fin mai, la CGT dénombrait 381 plans de licenciements et 300 000 emplois menacés depuis septembre 2023 dans toute une série de secteurs. La Banque de France vient d'annoncer 66 954 dépôts de bilan d'entreprises entre juin 2023 et mai 2024. Une augmentation de 10 % sur un an, qui concerne des entreprises de plus en plus importantes. Les défaillances de sociétés de plus de 250 salarié·es sont en hausse de 90 % sur cette même période !

D'après l'Insee, la production industrielle est en baisse de 0,8 % sur un an et même de 3,1 % sur deux ans. On est donc loin de la « *réindustrialisation* » vantée par Macron pour justifier ses largesses vis-à-vis du patronat ! Dans l'automobile, la production a baissé de 17,1 % sur les deux dernières années, la fabrication de biens en caoutchouc et en plastique a reculé de 13,3 % et celle de biens d'équipement électriques, électroniques et informatiques de 7,2 %. Industrie chimique, métallurgie, bois, … toute une série de secteurs sont touchés.

Les causes de cette situation traduisent surtout l'impasse dans laquelle se trouve la machine à profits, de plus en plus grippée. Beaucoup d'entreprises ont fermé avec l'arrêt des aides sur la période du Covid, mais aussi suite à l'explosion du prix de l'énergie à partir de 2022 ou de l'envolée des coûts du crédit avec le passage de 0,5 % à 4,5 % des taux d'intérêts de la BCE.

Les mesures censées limiter l'inflation ou tenter de réguler un tant soit peu le système n'ont fait que précipiter la récession, les fermetures d'entreprises et les licenciements. Quant aux mesures d'austérité que Bayrou doit annoncer mi-juillet pour récupérer 40 milliards d'économies sur le dos des services publics et des classes populaires, elles ne feront qu'aggraver le mal, à commencer par la misère qui frappe les classes populaires avec les coupes claires dans les budgets sociaux.

Le taux de pauvreté est passé de 14,4 % à 15,4 % entre 2022 et 2023, soit le taux le plus élevé depuis le lancement de l'indicateur en 1996. En 2023, 9,8 millions de personnes se trouvaient en situation de pauvreté, 680 000 de plus en un an seulement ! Il faut revenir au début des années 70 pour retrouver de tels chiffres.

Et dans le même temps, le magazine Challenges révèle que les 500 français les plus riches ont vu leur fortune multipliée par 14 depuis 30 ans. A l'époque, la fortune des ultrariches représentait 6 % du PIB. En 2024, elle atteint… 42 % !

Quand la dette sert à augmenter la rente de la finance

D'un côté l'Etat s'endette pour alimenter toujours plus le capital de subventions, de l'autre l'augmentation de sa dette permet à l'aristocratie financière de drainer la plus-value à une large échelle par le jeu des intérêts.

Cette semaine, Lombard a averti : « *La France emprunte à des taux plus élevés que l'Italie* » et en fait, elle est même passée derrière l'Espagne et le Portugal. Du coup, le gouvernement compte bien réduire drastiquement la « *dépense publique* », sans toucher aux impôts des riches, à ceux des entreprises ou à leurs subventions.

Une politique d'autant plus brutale qu'elle se combine à la forte augmentation des dépenses d'armement. La loi de programmation militaire 2024-2030 prévoit une enveloppe de 413 milliards d'euros sur la période, soit une hausse de plus de 100 milliards d'euros par rapport à la précédente loi de programmation. Et Macron compte bien aller plus loin, comme il l'a averti en mars dernier : « *Nous aurons à faire de nouveaux choix budgétaires et des investissements supplémentaires. Ce seront de nouveaux investissements qui exigent de mobiliser des financements privés, mais aussi publics, sans que les impôts ne soient augmentés* ».

Le ton est donné pour les annonces budgétaires de Bayrou, il faut tailler dans les dépenses sociales et pas question d'imposer les riches ! Quel que soit son avenir, les classes possédantes sont à l'offensive, réclamant un pouvoir autoritaire et fort pour défendre leurs privilèges exorbitants.

Bompard, PDG de Carrefour, vient de déclarer : « *Arrêtez d'emmerder les français avec les impôts : il faut s'attaquer à la dépense publique* », un comble alors que son entreprise a bénéficié de 2,3 milliards d'aides de l'Etat !

Quant au Medef, il n'est pas en reste. Cette semaine, il dénonçait « le coût économique de tous les arrêts de travail en France », en réclamant l'instauration de plusieurs jours de carence « *d'ordre public* » à la seule charge du salarié, dans le privé et le public.

Face aux licenciements, une riposte globale pour remettre en cause la domination d'une minorité capitaliste

Lundi 7 juillet à Dunkerque, à l'occasion d'une manifestation CGT en soutien aux salariés d'ArcelorMittal sur le parcours du tour de France, Sophie Binet appelait l'Etat et le gouvernement à « *construire un géant européen de l'acier à l'image de ce qu'on a été capable de faire il y a des années pour Airbus* ». La politique de dialogue social des directions syndicales, si promptes à se retrouver dans des conclaves ou autre « *cellule de crise* » avec le gouvernement, conduit au protectionnisme et à l'appel à la « *souveraineté nationale* », comme si l'Etat était là pour protéger les travailleur·es. Une politique qui traduit toute l'impuissance de ces appareils syndicaux face à la vague de licenciements et qui ne peut que lier les mains des travailleurs au moment où patronat et gouvernement nous attaquent.

C'est bien un affrontement qu'il s'agit de préparer, une contre-offensive globale du monde du travail autour d'un programme, de nos réponses de classe face à la catastrophe sociale en cours.

Il est indispensable d'interdire les licenciements face à l'hémorragie en cours, en organisant et en partageant le travail entre tous et toutes, en imposant notre contrôle sur les comptes des entreprises, sur le sacro-saint secret commercial comme sur les comptes de l'Etat. Face aux fermetures d'entreprises, la question n'est ni de trouver un repreneur qui vienne chasser les subventions, ni de demander à l'Etat de nationaliser en lui laissant tout pouvoir de décider et même de licencier. Si les capitalistes sont incapables de faire tourner une entreprise, exigeons la réquisition, sans indemnité ni rachat et sous contrôle des salarié·es.

Une telle politique globale signifie aussi la lutte et la solidarité face à la répression et à l'autoritarisme des patrons et du gouvernement. La récente condamnation de nos camarades de la poste et de Gaël Quirante à 6 mois de prison avec sursis pour « *violation de domicile* » dans le cadre d'une action collective de postier·es est l'expression même d'une justice de classe, au service de la direction de la Poste, pour tenter d'intimider tous ceux qui veulent se battre.

Lutter pour nos droits démocratiques comme pour le progrès social, imposer notre propre contrôle démocratique sur la marche des entreprises et de l'ensemble de la société, ne peut passer que par la lutte pour arracher le pouvoir à la nouvelle aristocratie financière, par l'union de toutes celles et tous ceux qui veulent changer le monde dans un même parti, le parti des travailleur·es.

Laurent Delage

Accord de « paix » entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, « la paix par la force » de Trump pour le droit des USA à piller les ressources minières

Le 7 juillet, Netanyahou était en visite à Washington pour discuter avec Trump ce que les deux criminels de guerre osent appeler un cessez-le-feu. Ce simulacre n'est pour eux qu'une étape pour poursuivre leur œuvre assassine, intensifier leur plan de nettoyage ethnique de Gaza et la déportation des Palestiniens, ainsi que la réorganisation du Moyen-Orient en fonction des intérêts israéliens et américains. Et, comble du cynisme, il a fait état, obséquieux, de sa demande pour que le « *Nobel de la paix* » soit accordé à Trump ! Une provocation, une nouvelle insulte aux Gazaouis et à tous les peuples de la planète qui en sont solidaires !

Quelques jours auparavant, Trump évoquait déjà ce Nobel pour lui-même ! se félicitant de son rôle dans l'accord de paix entre la République démocratique du Congo et le Rwanda signé le 27 juin à Washington : « *un merveilleux traité* » a-t-il déclaré… qui va permettre aux USA d'« *obtenir du Congo de nombreux droits miniers* ».

Macron, petit vassal, y est allé lui aussi de sa flagornerie, voyant « *un pas en avant historique après des décennies de souffrance* », alors que même Kagamé, président du Rwanda, déclarait quelques jours après l'accord : « *nous avons vu par le passé que les gens ne tiennent pas toujours leurs engagements* » en menaçant de poursuivre sa présence militaire « *le Rwanda fera toujours ce qu'il doit faire quand les FDLR [Forces démocratiques de libération du Rwanda, anciennes forces génocidaires hutus repliées au Congo] se trouvent le long de notre frontière.* »

Personne ne peut croire à cette paix. Un journal patronal congolais proche du pouvoir écrit « *les signatures sur papier ne suffisent pas, l'est congolais reste un champ de bataille où se mêlent rivalités ethniques, convoitises économiques, ingérences étrangères* ».

Les conflits se succèdent depuis plus de trente ans, faisant des millions de morts, impliquant au moins huit pays, la guerre la plus meurtrière depuis 1945, dans le silence méprisant de l'occident, tant que les ressources de cette région du monde alimentent ses multinationales et que ses responsabilités n'éclatent pas trop. Ces guerres ont fait exploser ce pays à de nombreuses reprises depuis l'indépendance, il y a 65 ans. Les rivalités et sécessions ont été les fruits pourris du colonialisme, puis de la concurrence des multinationales dans le cadre de la mondialisation financière[1].

« *L'accord de paix* » de Washington est en réalité « *un deal à la Trump* » comme le qualifie Colette Braeckman[2] dans lequel « *les Étatsuniens ont forcé tout le monde à jouer cartes sur table en gardant pour eux les meilleurs atouts* », un coup de force pour regagner de l'influence en Afrique et imposer leur contrôle sur les richesses de cette région.

D'ici à son application, prévue à partir du 28 juillet, il est probable que des affrontements se poursuivent, tant la concurrence des intérêts des grandes puissances et des puissances régionales est exacerbée pour accaparer ces ressources vitales pour les multinationales. L'accord risque d'être un simple répit, dont le gagnant sera l'impérialisme US, sur le dos des peuples.

Trump à l'offensive dans la guerre économique et commerciale mondiale

L'accord, pour ce qui en est connu, prévoit le « *respect de l'intégrité territoriale et l'arrêt des hostilités* » dans l'est de la RDC, le retrait des forces armées rwandaises, plus de 4000 soldats dont Kagamé a toujours refusé de reconnaître la présence en RDC. En contrepartie, le président de la RDC, Tshisekedi, s'engage à neutraliser les FDLR qu'il a utilisées contre les forces rwandaises. Il est prévu aussi une « *intégration conditionnelle* » des milices dans l'armée officielle, de nombreuses forces militaires plus ou moins contrôlées par leurs commanditaires.

Trump prétend faire de cet accord la démonstration de l'efficacité de sa « *diplomatie commerciale* », comme il la nomme, qui est le pendant de « *la paix par la force* ». Son représentant, Fitrell, la définit comme « *Traid, not aid* » (du commerce, pas de l'aide). Les USA vont accéder ainsi à des ressources minières non exploitées de lithium dans la province du Tanganyika et du coltan dans le Nord-Kivu.

1 Voir DR *La guerre du Kivu pour les « minerais de sang » pour le compte des multinationales prédatrices*

2 https://afriquexxi.info/Rwanda-RD-Congo-Le-deal-a-la-Trump

Ils vont pouvoir poursuivre leurs investissements pour construire le corridor de Lobito, une voie ferrée reliant la Zambie à l'Angola mais qui doit traverser la zone explosive de l'est de la RDC. L'objectif du projet qui avait été initié par Biden, le président angolais et Tshisekedi, est d'acheminer les marchandises, notamment les minerais de RDC, en 45 heures au lieu de 45 jours, et en direction de l'Atlantique et des USA, au lieu de l'Océan indien et de la Chine. Pour Tshisekedi, c'était l'occasion de négocier un appui contre le Rwanda, alors que son Etat est au bord de la décomposition.

Colette Braeckman explique que « *Donald Trump semble avoir préféré le « grossiste » congolais qui lui faisait des « prix d'ami » au « détaillant » rwandais qui, depuis des années, conditionne et revend des matières premières notoirement extraites chez son voisin puis conditionnées dans les fonderies de Kigali* ». Mais l'accord n'empêchera pas le Rwanda de continuer et de bénéficier de la plus-value de la transformation.

Lors de la préparation de l'accord, Fitrell a clairement dit qu'il s'agissait de s'opposer à l'« *influence néfaste de la Chine* », alors que les échanges commerciaux en direction de la Chine sont bien supérieurs à ceux avec les USA : 80 % des exportations minières, 90 % pour le cobalt et le cuivre.

Face à cette concurrence, l'Etat et les capitalistes états-uniens accentuent leur offensive, y compris sur des territoires qu'ils avaient un peu délaissés. Après avoir soutenu la dictature de Mobutu, qu'ils avaient installé au pouvoir et qui a été leur homme de main pendant trente ans, l'instabilité du pays les avait conduits à se désengager dans les années 90. L'exacerbation actuelle de la concurrence les pousse dans l'autre sens.

Au sommet de Luanda, fin juin, les USA ont signé pour plus de 2,5 milliards de contrats et d'engagements en Afrique centrale. Le groupe états-unien Hydro-Link investit 1,5 milliards pour un réseau électrique privé reliant les barrages d'Angola aux mines de Kolwezi en RDC. D'autres investissements sont prévus dans le secteur agricole et des barrages hydroélectriques entre le Rwanda et la RDC.

Trump a réuni du 9 au 11 juillet les dirigeants du Gabon, Sénégal, Guinée-Bissau, Liberia et Mauritanie, considérant que « *les pays africains offrent d'incroyables opportunités commerciales, qui profitent à la fois au peuple américain et à nos partenaires africains* »… avec la perspective d'accords bilatéraux concernant là-aussi les ressources minières, notamment au Liberia, et la sécurité des Etats. Et Trump a fait pression pour que ces pays acceptent des expulsés des USA.

Cette « *diplomatie commerciale* » est l'expression de la violence des USA qui imposent en même temps aux dirigeants africains de se plier à la fin de l'aide internationale (l'USAID), aux restrictions des visas, aux droits de douane. Trump a encore indiqué dimanche dernier que « *Tout pays s'alignant sur les politiques anti-américaines des Brics se verra appliquer un droit de douane SUPPLEMENTAIRE de 10 %. Il n'y aura pas d'exception à cette politique* ».

Un accord sans avenir dans une région balkanisée par les guerres…

L'accord de Washington s'est fait sans les victimes et ne prévoit rien pour elles, même les plus récentes, comme les 7000 civils tués depuis la prise de Goma fin janvier par le M23, ni pour les 7 millions de déplacés. Rien non plus contre les crimes de guerre.

L'accord s'est fait aussi sans les « rebelles », y compris la force la plus puissante, le M23, qui a construit dans le Nord Kivu son Etat parallèle, soutenu par le Rwanda. Il nomme ses propres gouverneurs de province et lève des impôts. Rien que les taxes sur l'exploitation de la mine de Rubaya lui rapporteraient 800 000 dollars par mois. On voit mal comment le M23 acceptera que ces mines passent sous contrôle des USA sans jouer de leur rapport de forces. Et en face, les milices des patriotes « wazalendos » et les FDLR, utilisées par Kinshasa pour pallier la décomposition de l'armée officielle, risquent, elles aussi, de refuser cet accord qui pourrait limiter leur pillage des mines. L'administration US connaît bien ces obstacles… et c'est le Qatar qui est chargé de poursuivre les discussions avec toutes ces forces.

La guerre sans fin pour les « *minerais de sang* », indispensables aux secteurs mondialisés de l'électronique et de l'électricité, prolonge l'exploitation sanguinaire de l'époque coloniale, l'ivoire à la fin du XIXe siècle, puis le caoutchouc, l'huile de palme, le cuivre, l'or, l'uranium, un pillage des matières premières qui a provoqué aussi une surexploitation meurtrière des peuples de la région et une destruction de l'environnement.

Elle a abouti à une « *balkanisation* » de la RDC que l'accord de paix n'empêchera certainement pas, même s'il prétend en garantir « *l'intégrité territoriale* ». Au moment où l'accord était signé, la contrebande de minerai vers le Rwanda se poursuivait. Une ONG congolaise, La Sentinelle des Ressources Naturelles, explique que avec « *l'aide au développement du Rwanda qui a été suspendue par plusieurs pays, il fallait trouver des débouchés. Et il n'y a pas d'autres débouchés que ceux du secteur minier.* »

En même temps, plus au nord, d'autres affrontements s'engageaient dans la province de l'Ituri, riche en or et frontalière avec l'Ouganda, où depuis plusieurs mois des rebelles soutenus par le pouvoir ougandais s'emparent de mines et de territoires.

… et dans une Afrique proie du capitalisme financier mondialisé

Cette guerre sans fin est le produit de la mainmise des multinationales sur l'Afrique, dont la pression devient plus dure encore depuis la grande récession de 2008-2009.

Les puissances occidentales font des coupes claires dans l'aide au développement. Ces financements ont toujours été l'objet de contreparties et de rapports d'influence au profit de l'occident, mais la fin de l'USAID prive les pays les plus pauvres de 43 milliards de dollars, 45 % de l'aide humanitaire mondiale. La France, la Grande-Bretagne,

l'Allemagne suivent le même mouvement. Un rapport de la revue *The Lancet* prévoit un choc humanitaire « *d'une ampleur comparable à celle d'une pandémie mondiale ou d'un conflit armé majeur.* »

Au nom du « *Traid, not aid* », les USA n'ont d'ailleurs pas participé à la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement qui vient de se tenir à Séville… et qui n'a accouché de rien. Le secrétaire général de l'ONU, Guterres, y a appelé à « *changer de cap* » au nom des intérêts de l'économie mondiale qui subira les contrecoups des reculs de l'aide.

L'Afrique est la première aussi à subir la pression de la dette, un des principaux outils de domination des groupes financiers. Selon la Banque mondiale et le FMI, fin 2024, 54 % des pays pauvres étaient surendettés et « *sept pays nécessitaient une restructuration de leur dette* » dont la RDC. La hausse des taux d'intérêt aggrave l'endettement, et le paiement des intérêts absorbe jusqu'à 10 % des recettes de certains Etats. Là-aussi, de bonnes âmes alertent sur le danger de cette extorsion permanente qui menace tout le système financier, comme un rapport émanant du Vatican fin juin demandant « *à alléger le fardeau de la dette* ».

Les vœux pieux et les appels à la morale n'empêcheront pas l'aggravation de l'exploitation des travailleur·ses et de la nature, seule réponse du système capitaliste à son incapacité à trouver d'autres voies à son développement, l'augmentation des profits d'une minorité parasite.

Les contradictions destructrices du capitalisme créent les bases d'un autre avenir pour les peuples

A l'heure où se tient à Rio le sommet des BRICS+ (dix pays représentant 40 % du PIB mondial), l'illusion d'un « *Sud global* » contre-poids face à l'agressivité des USA, ne tient pas vraiment. Ce qui se met en œuvre est plutôt une multiplication d'accords qui s'inscrivent dans le durcissement des marchandages entre puissances, dont l'accord de Washington est un exemple.

Guterres décrit « *Un monde avec une économie au ralenti, des tensions commerciales croissantes et des budgets d'aide décimés. Un monde secoué par les inégalités, le chaos climatique et des conflits déchaînés* ». Les responsables de ce chaos, dirigés par la folie de leur propre système qu'ils ne contrôlent pas, ne font que l'aggraver.

Les réponses viendront des travailleur·ses et des peuples, au cœur des contradictions de ce système.

Il est frappant de voir que, au moment du recul de l'aide des pays riches au développement des pays pauvres, ce sont les émigrés qui leur apportent davantage de ressources avec des volumes d'envois d'argent qui dépassent largement les aides officielles.

En RDC, comme dans de nombreux pays africains, la colère se fait entendre malgré la répression. Au Kenya, au Togo, les révoltes se multiplient. Au Soudan, une révolution a été arrêtée par la guerre. Dans l'est de la RDC, les grèves se sont multipliées dans le secteur minier passant de 30 grandes grèves en 2019 à plus de 70 en 2023. C'est aussi à Goma que s'est fondée en 2012 dans la jeunesse, la Lucha, un mouvement appelant « *au soulèvement et à la désobéissance civile* » se réclamant à la fois du pacifisme, du nationalisme de Lumumba et de la prise en main de la société par le peuple face aux bandes armées et à l'Etat.

Les travailleur·ses et la jeunesse cherchent des réponses face à la faillite du monde capitaliste alors que les luttes d'indépendance nationale ont débouché sur l'intégration de leurs pays au marché mondial qui les a soumis à la concurrence des multinationales. Ils ne peuvent les trouver que dans leur propre force et leur union.

L'entremêlement des peuples par-delà les frontières entre en contradiction avec le nationalisme et la défense des Etats issus de la colonisation, auquel les dirigeants des luttes d'indépendance s'étaient pliés, sous la pression de l'occident, pour ériger « l'intangibilité » des frontières. La guerre sans fin en RDC et dans la région des Grands lacs est l'acte d'accusation le plus clair de ce piège inscrit dans la charte de fondation de l'Organisation de l'unité africaine depuis 1963, qui n'a servi qu'à perpétuer la domination occidentale, puis à favoriser l'émergence de classes exploiteuses en Afrique s'appuyant sur ces Etats.

L'exploitation capitaliste a transformé les richesses minières en malédiction provoquant misère, destruction environnementale et guerres. En même temps, elle organise au sein et autour des multinationales, la coopération de millions de travailleur·ses par-delà les frontières et les continents, une socialisation de la production mondialisée qui crée les bases d'une autre organisation sociale, la prise en main par les travailleur·ses et l'ensemble des exploité·es des ressources naturelles et des produits de leur travail pour les mettre au service de l'ensemble de l'humanité.

François Minvielle